



Le CCOC dénonce le très peu de budget alloué à la santé publique

En 2013, alors candidat à la présidentielle, l'actuel Président de la République Hery Rajaonarimampianina avait promis de faciliter l'accès à la santé de tous les Malgaches. Par ailleurs, L'état malagasy a ratifié la déclaration d'Abuja qui dispose que chaque État doit allouer 15% de son budget à la santé publique. Jusqu'à aujourd'hui, aucun changement apparent n'est perçu. Hony Radert, Secrétaire générale du Collectif des Citoyens et des Organisations Citoyennes énumère les différents blocages et avance des solutions pour que les actions se concrétisent auprès de la population. Interview

MPI : Comment la société civile trouve-t-elle la répartition actuelle du budget de l'État ?

Hony Radert : Pendant trois années consécutives, nous avons interpellé l'État. Il soutient que le social est sa priorité, mais il ne tient pas parole. Le budget consacré au social diminue, ce qui impacte lourdement à la santé publique. Si la santé publique était vraiment une priorité pour le régime en place, il n'y aurait aucune raison pour qu'elle figure à la sixième place dans l'ordre d'attribution du budget pour cette année 2017. Le budget ne change pas, il diminue même, depuis 2014. L'État malagasy a pourtant pris l'engagement de consacrer jusqu'à 15% du budget d'État à la santé publique. Nous appelons l'État à honorer sa parole et à respecter cette ratification. Il faut faire de la santé une priorité parce qu'elle touche directement la vie de toute la population.

MPI : Est-il possible pour Madagascar de respecter l'engagement pris à travers la déclaration d'Abuja qu'est de consacrer 15% du budget de l'État à la santé publique ?

Hony Radert : Nous estimons que si l'État le veut vraiment, il est possible d'atteindre cet objectif auquel il s'est engagé. Il existe des ressources extra-budgétaires provenant des bailleurs de fonds et des partenaires financiers. Ces ressources sont de la même valeur que le budget de l'État, voire le dépassent, mais elles ne sont pas intégrées dans le budget de l'État. Ce qui devrait pourtant être fait afin de savoir quel budget est effectivement entre les mains de l'État. Les bailleurs de fonds et les partenaires sauraient également à quoi ont servi les financements. En effet, consacrer un budget à un secteur est une chose, savoir à quoi il a été affecté est une autre.

MPI : Le système de contrôle actuellement existant est-il satisfaisant ?

Hony Radert : Le contrôle de l'exécution budgétaire en général pose problème. Certes, il existe des critères d'évaluation, mais ils ont été élaborés par l'État et ne répondent pas forcément aux attentes des différentes parties concernées. Il est préférable de voir ensemble, comment établir ces critères et les objectifs que l'État a à atteindre. Le problème se pose dès qu'il s'agit du financement des bailleurs de fonds et des partenaires qui n'est pas intégré dans le budget d'État. Utiliser le financement dans quel objectif ? Comment l'utiliser ? Comment le contrôler ? Il ne s'agit pas seulement d'un contrôle discuté sur table, mais de contrôler jusqu'à la base. Il s'agit de voir comment l'État, les citoyens, la société civile et les partenaires concernés puissent constater les impacts réels à la base (donc au niveau de la population) apportés par ces différents financements et les actions de l'État ainsi que des partenaires.

MPI : Comment la société civile intervient-elle pour la bonne gestion de ces ressources, financières notamment ?

Hony Radert : Nous luttons aujourd'hui pour accéder aux données. Nous informons le public lorsque nous constatons des irrégularités et nous interpellons les responsables. Pour ce qui est du CCOC, nous attirons l'attention à travers les journaux et Internet. Il faut que tous sachent que 120 enfants meurent chaque jour faute de soins. La plupart de ces enfants se trouvent dans des régions reculées. Dix femmes meurent chaque jour pour des causes liées à la grossesse à défaut d'établissements de santé de proximité. Un département ministériel

dépense 2,5 milliards pour construire un bâtiment. Le fonds destiné à la construction d'un hôpital en région n'atteint pas ce montant. Il y a des dépenses qui ne répondent pas à des besoins urgents ou qui devront être révisées à la baisse pour que les besoins prioritaires en santé soient considérés.

MPI : Pour l'heure, comment faire alors pour aider la population à supporter les dépenses en santé ?

Hony Radert : La bonne gestion des ressources et l'existence d'un mécanisme de contrôle allégera les charges. Une bonne gestion et des actions productives avec la priorisation de la santé auront déjà des impacts considérables sur les secteurs touchant la population. Les médecins préfèrent les villes au lieu de s'installer dans les régions où la population a réellement besoin d'eux. Des femmes et des enfants meurent pour cette raison. De plus, plus de 70% du budget de la santé publique est gérée au niveau central alors que ce sont les régions qui ont le plus besoin de ce budget.

MPI.media